

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 125 - VENDREDI 9 DÉCEMBRE 2011

La femme est l'avenir de l'homme

Il pourrait sembler curieux, en ces temps de crise systémique grave, de soumettre au Parlement une proposition de révision de la Constitution de façon à ce que l'égalité salariale soit inscrite dans le marbre (1). Mais ce qui est curieux, c'est de devoir constater qu'après quarante ans de combat, de nombreuses femmes perçoivent des salaires moindres, avec toutes les conséquences sociales que cela peut engendrer.

Au moment où les inégalités se creusent dangereusement pour toutes celles et tous ceux que le gouvernement veut exclure, marginaliser, il est important de marquer un net refus des discriminations. Ce principe, consacré dans plusieurs instruments internationaux, repose sur le postulat général de l'égalité de tous les êtres humains. Ce qu'affirment aussi bien la charte des Nations unies que la Déclaration universelle des droits de l'Homme. La non-discrimination couvre aussi bien les droits civils et politiques que les droits économiques, sociaux et culturels. Depuis 1972, de nombreuses lois ont été votées. Rien n'y fait. L'inégalité salariale existe toujours en France, le forum de Davos ne vient-il pas de reléguer la France à la 131^{ème} place des pays où sévit l'inégalité salariale ! Et pourtant le gouvernement ne manque pas de dire à qui veut l'entendre qu'en France, l'ensemble des droits humains sont respectés.

C'est là que tout nous oppose à des forces pour qui la démocratie est à géométrie variable. Tant que l'égalité de dignité ne sera pas assurée pour l'ensemble des citoyens et citoyennes, alors la démocratie est en péril.

Il n'y a aucune raison pour que les femmes, à poste et expérience équivalents, perdent 10 % du salaire masculin, voire plus. Différence de traitement qui se rapproche d'une mesure de discrimination pure pratiquée par les employeurs. Les familles monoparentales sont particulièrement touchées ainsi que les femmes retraitées qui voient leur retraite calculée sur leurs salaires antérieurs.

Faudra-t-il encore attendre 50 ans pour atteindre une réelle parité?

Il est temps que partout, aussi bien dans le public que dans le privé, les femmes aient, à poste et à travail égal, la même rémunération salariale et la même retraite que les hommes.

Proposer cette révision de la Constitution revient d'une part à mener un combat politique pour que les femmes aient droit à l'égalité de dignité avec les hommes et qu'elles aient ainsi un vrai moyen de lutter contre cette violation des droits humains, et d'autre part à dénoncer une mondialisation, qui non seulement affaiblit les peuples en remettant en cause les services publics mais aussi favorise l'expression de nouvelles discriminations.

● **Patrick Braouezec**
député (FASE) de Seine-Saint-Denis

(1) <http://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/propositions/pion3890.pdf>

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Le ventre est encore guéant, d'où a surgi la bête immonde.

AGENDA MILITANT

→ 13 décembre

France [Journée d'action à l'appel de l'intersyndicale](#)

→ 15 décembre

France [Les enseignants en grève](#)

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

→ A lire

[AG des communistes unitaires - Contributions 3](#)

Fralib : tous les sujets sont politiques

187 salariés. Des femmes et des hommes, des syndicalistes CGT qui luttent, avec les habitants et des élus des collectivités territoriales, pour conquérir la maîtrise de leur outil de travail, pour s'émanciper de la domination du groupe Unilever.



C'est un bras de fer qui oppose de longue date les salariés de Fralib-Gémenos – thés et tisanes de "l'Éléphant" - au géant Unilever : une lutte pour l'emploi, bien sûr, mais qui va bien au-delà en opposant à la fermeture de l'usine avec délocalisation de la production en Pologne une solution alternative menant à une "entreprise souveraine". Un projet qui s'appuie sur le principe de "qui produit gère aussi et recueille les fruits du travail."

Deuxième groupe mondial agroalimentaire et de biens de grande

consommation, Unilever vient de recevoir des mains de la ministre de l'Environnement et du Développement durable, N. Kosciusko-Morizet, le trophée EuroStooxx 50 pour sa « *bonne gouvernance responsable* » : en France, de 2002 à 2010, restructurations, licenciements et fermetures ont entraîné une baisse d'effectif de 2 000 salariés (Miko, Amora-Maille, Timotëi, Dove, Signal, etc.) avec fuite fiscale grâce au transfert du siège social de France en Suisse ! Pour l'Éléphant, en 20 ans, la productivité - et l'exploitation - par salarié a augmenté de 50%, tandis que le salaire supérieur au SMIC de 46% est tombé à 3,5% de

plus que le SMIC. Or de l'argent, il y en a : de 2001 à 2007, les actionnaires ont perçu 13,7 milliards de dividendes. Pour 2010, le groupe annonce une progression de 11,1% de son chiffre d'affaires et en bénéfice net une augmentation de 26%. Quoi de plus normal face à ces chiffres à ce que "les Fralib" aient tenu pendant 9 semaines au printemps 2010 pour obtenir une augmentation de 200 € ! (1)

Les Fralib, avec le syndicat CGT (2), dénoncent la stratégie "classique" du groupe qui veut couler le site de Gémenos - une usine rentable et performante ●●●

(1) Les coûts salariaux ont bon dos : ils ne représentent que 16 cts sur une boîte de 25 sachets vendue de 1,80 à 2,60 €

(2) Lors de la réunion de groupe d'Unilever, les Fralib ont pu « compter sur la solidarité et le soutien sans faille de tous les membres représentant toutes les organisations syndicales et tous les sites Unilever en France » (site cgt/Fralib).

●●● - après avoir fermé le site du Havre avec 103 suppressions d'emplois. Dès 2005 les investissements ont été 9 fois plus importants sur le site polonais de Katowice et 6 fois plus importants en Belgique. Objectif : créer une situation de pourrissement qui justifie la liquidation de la production, quitte à réimporter thés et tisanes en France, qui représente 40% du marché – merci le “développement durable” !

Nous sommes convaincus que l'intérêt collectif est de se battre sur le fond et de combattre notre adversaire sur la réappropriation de la richesse qu'il nous a injustement prise depuis plusieurs décennies.

Depuis plus d'un an, les salariés de Fralib organisent la défense de leur entreprise, à commencer par la surveillance de leur outil de travail, malgré les 155 licenciements de l'été dernier, les attaques des milices patronales, molestages et poursuites contre des syndicalistes, et des fiches de paye “négatives” pour “fait de grève” alors que l'usine est fermée (3). Alternants tracts, rassemblements festifs - picnics, arbre de Noël -, boycotts des produits Lipton ramassés dans les

Signez la pétition pour les Fralib !

Le 28 septembre 2010, le groupe Unilever a annoncé son projet de fermeture de FRALIB Gémenos. Les salariés, leurs syndicats CGT et CGC ont démontré à plusieurs reprises que l'argumentaire économique avancé par la direction ne tenait pas la route. Unilever a tout mis en œuvre pour plomber l'usine de Gémenos et délocaliser la production en Pologne. C'est un véritable scandale, on veut fermer une usine uniquement pour augmenter la part des actionnaires au détriment des salariés et de l'emploi industriel.

Le Thé de l'Eléphant est en Provence depuis 119 ans, il doit y rester !

Cette industrie produit de la richesse pour notre région, c'est de l'emploi pour ses habitants et nos enfants.

Salariés, citoyens agissons ensemble en signant massivement la pétition pour exiger :

- Le maintien de l'activité et des emplois à Gémenos.
- La cession de la marque Eléphant et l'outil industriel au collectif de salariés.
- Le remboursement par UNILEVER du détournement d'impôts réalisé en France depuis 2007 pour relancer l'activité industrielle (67 Millions d'€ par an)
- L'arrêt de toutes poursuites envers les dirigeants syndicaux.

<http://8938.lapetition.be/>



grandes surfaces avec des salariés solidaires d'autres entreprises, conférences de presse : une lutte à laquelle les médias locaux et nationaux font écho – *la Marseillaise, le Provençal, France 3 et France 2, l'Humanité*, etc. – . Les Fralib montent à Paris, mettent l'État devant ses responsabilités ainsi que le gouvernement qui accueille la direction d'Unilever mais refuse de recevoir les salariés.

La CGT, à Gémenos, étaye son combat autour de revendications qui posent

des questions politiques, font enjeu de société au-delà des murs de l'entreprise et des frontières nationales. De l'argumentation syndicale ressort la vision globale, cohérente, d'un projet d'émancipation de leur entreprise : mise en avant des savoirs-faire et des qualifications ; pérennisation du lien social entre salariés et habitants de la région ; réflexion sur la qualité et les garanties sanitaires pour le consommateur (4) ; établissement de relations nouvelles de coopération avec les pays en voie ●●●

(3) 22 salariés sont allés aux Prudhommes le 1^{er} décembre pour protester contre leur amputation de salaires : il n'y a jamais eu de préavis de grève de déposé depuis l'annonce de la fermeture du site, il y a plus d'un an. Et l'usine est à l'arrêt depuis début septembre, du fait de la direction. Jugement le 15 décembre.

(4) Les Fralib défendent leur “sachet filtre” plus écologique - pas de chimie - et moins coûteux, contrairement aux “sachets pyramides” de Lipton, une innovation marketing inutile que paie le consommateur.



Depuis que la Cour d'appel d'Aix a annulé les licenciements, les Fralib sont prêts à reprendre le travail, mais la direction, elle, est toujours absente...

●●● de développement fournisseurs de thé dans un cadre de solidarité et d'égalité pour un développement économique et social de ces pays ; recours aux productions d'herbes aromatiques locales dans un souci économique, environnemental et social. Les collectivités locales et le Conseil régional ont donné leur accord à cette solution alternative. Les propositions des élus syndicaux élaborées durant ce long conflit prennent aussi en compte la nécessité de construire ce projet sur une période suffisante pour parvenir à l'autonomie de l'entreprise, à sa "souveraineté", mais en impliquant d'abord financièrement Unilever qui en a les moyens et une obligation de "réparation" du préjudice qu'ont subi

et subissent les salariés : il faut que paye le pollueur social et économique.

Les organisations politiques nationales ont été présentes : le PC, avec A. Chassaigne et P. Laurent, le Front de gauche, avec J.L. Mélenchon, EELV avec Eva Joly, et même le PS avec F. Hollande – redira-t-il, une fois les élections passées, que « *l'État ne peut pas tout* » ?

C'est sans aucun doute la qualité et la ténacité de la lutte, de l'argumentation des "Fralib" - qui a nourri la Charte présentée par les élus syndicaux du CE et le rapport de son expert -, tout autant que l'absence d'arguments fondant le plan de liquidation d'Unilever et les entraves

Encore et toujours :

continuons le Boycott de LIPTON

NOUS NE LAISSERONS PAS PARTIR LE THE DE L'ELEPHANT DE PROVENCE



Le thé de l'Eléphant est né il y a 119 ans à MARSEILLE,

L'Eléphant est Français en Provence il doit rester.

mises par le groupe à l'information, qui avaient amené dans un premier temps le TGI de Marseille (5) à retoquer la copie d'Unilever et la Cour d'appel d'Aix en Provence à annuler les licenciements en novembre dernier. La lutte continue.

● Michèle Kiintz

(5) Le même TGI a néanmoins prononcé en octobre dernier une ordonnance contre les 26 syndicalistes assignés par la direction de l'entreprise pour entrave à la liberté du travail et la libre circulation des biens et des personnes. Une « *justice de classe* », a fustigé O. Leberquier.

Entretien avec un délégué syndical CGT

La portée politique du combat des Fralib

Au cours d'une soirée-débat organisée à Aubagne, Olivier Leberquier, secrétaire et délégué syndical CGT, était intervenu sur la question du rapport au pouvoir du mouvement en cours, des luttes dites "sociales". Dans la foulée de cette réunion a suivi un échange avec Pierre Zarka. **O. Leberquier** a répondu aux questions que **P. Zarka** lui a posées pour *Cerises*.

Quel est le prochain objectif que vous vous fixez ?

L'objectif que nous nous sommes fixé reste le même depuis le début de notre lutte, à savoir le maintien de l'activité industrielle sur notre site et des emplois qui l'accompagnent.

A ton avis les salariés sont-ils capables de devenir des gestionnaires d'entreprises ?

Je ne sais pas sur quelle structure juridique nous déboucherons, mais ce que je sais, c'est que si la solution passe par la gestion par les salariés de l'entreprise, bien sûr nous en sommes capables, d'autant plus que, pour nous, il ne sera pas question de rémunérer grassement des actionnaires.

Votre lutte ne dépasse-t-elle pas le cadre traditionnel de la revendication pour finalement aborder une question de pouvoir ? Dit autrement, ne s'agit-il pas aujourd'hui que les luttes contiennent en elles la question : qui a le pouvoir d'agir sur l'économie ?

Bien sûr que notre lutte n'est malheureusement pas ce que l'on retrouve traditionnellement dans ce genre de situation. Sans porter de jugement sur d'autres camarades dans la même situation que nous (la lutte c'est difficile et très compliqué), trop souvent les salariés luttent pour obtenir une indemnité de licenciement supérieure, pensant que c'est la seule chose qu'ils peuvent encore obtenir et que cela va leur permettre de rebondir individuellement. Nous sommes convaincus que l'intérêt collectif est de se battre sur le fond et de combattre notre adversaire sur la réappropriation de la richesse qu'il nous a injustement prise depuis plusieurs décennies. Il est certain que notre lutte pose le problème des décideurs. Pour nous, nous sommes convaincus qu'il n'y a pas de fatalité, c'est facile de dire que les politiques n'ont plus le pouvoir et qu'ils ne

peuvent rien faire, que les grands groupes détiennent les rênes de l'économie. C'est une question de volonté politique, ils ont le pouvoir de légiférer, s'ils ne le font pas, c'est parce qu'ils ne veulent pas que ça change. L'Amérique latine nous montre l'exemple à suivre.

Si ce type de luttes s'étendaient, est-ce que cela ne poserait pas dans des termes différents les rapports entre luttes et politique ? En quoi ?

Bien sûr que si ce type de lutte se développait, cela pousserait les politiques, notamment ceux qui veulent voir ce système réellement changer (malheureusement je pense qu'ils ne sont pas très nombreux) là où ils ont le pouvoir de légiférer dans ce sens.

Le combat que nous menons ne pose quasiment que des problèmes politiques, tous les sujets sont politiques.

Dès lors l'indépendance syndicale n'implique-t-elle pas de ne rien déléguer aux partis politiques, pas même l'élaboration des mesures nécessaires à la société ? et cela n'implique-t-il pas des rapports nouveaux avec les élus ?

Je pense que l'indépendance syndicale a fait beaucoup de mal au monde ouvrier. Le combat que nous menons ne pose quasiment que des problèmes politiques, tous les sujets sont politiques. Nos adversaires ne se trompent pas : le MEDEF est en lien direct avec l'UMP, nombreuses sont les lois élaborées par le MEDEF et mises en application par le gouvernement actuel. Bien sûr qu'il faut que de nouveaux rapports entre syndicats et élus s'instaurent. Il faut que le monde du travail reprenne le pouvoir et pèse de tout son poids dans les décisions politiques.

● dossier établi par **Michèle Kiintz** et **Pierre Zarka**

Iconographie extraites du site <http://cgt.fralibvivra.over-blog.com/>

Aidez les salariés en lutte pour Fralib à passer le cap des difficultés financières :

Adressez vos chèques à
Solidarité FRALIB, UL CGT Aubagne
Cours Baumont - 13400 Aubagne

Politiques culturelles : on se cogne ?

Nous sommes un certain nombre à tenter de marier notre action dans le réel et les recherches théoriques de différentes disciplines.

Lucien Sève nous encourage depuis quelques années à « commencer par les fins ». Se demander sans cesse : « dans quel monde souhaiterions-nous vivre ? » est un exercice stimulant. Évidemment pas pour cadenasser un futur étatiste mais bien au contraire pour mettre nos valeurs philosophiques à l'épreuve de la réalité. Cette découverte a eu sur moi un double impact : la rigueur d'une feuille de route (quand je tourne en rond, je retrouve le chemin de l'action) et l'impact d'une machine à « faire tomber les masques ». (Derrière chaque déclaration et discours, la portée philosophique s'effiloche - ou pas-) Critique et constructive, j'ai trouvé avec cette méthode assez simple un outil pour habiter le monde.

Alain Badiou nous a appelés à « tenir des positions ». Je participe à la construction dans mon village d'un projet un peu fou, la ré-ouverture du Café du Peuple (lieu historique du mouvement ouvrier et laïque local) autour d'un projet associatif qui réunit des spect'acteurs et des artistes. C'est la « position » dont je m'occupe... tout à fait à contre époque, à première vue minoritaire. Nous n'inventons rien. Nous mélangons l'éducation populaire et l'art, la démocratie associative et la création à échelle humaine. Rien de parfait, une tentative parmi des centaines d'autres, mais le cap est clair : émancipation humaine. Ce projet a grandi, les spectateurs sont nombreux, une coopérative d'artistes émerge, 900 adhérents ont rejoint les 40 premiers et 7 salariés font vivre cette petite « entreprise ».

Jacques Lacan disait « le réel, c'est quand on se cogne ». Si cette vérité fonctionne à merveille dans notre vie intime, elle est également opérationnelle dans l'espace feutré de la politique culturelle. Ici, on se cogne rarement. Quand le réel frappe à la porte, c'est au travers des manifestations de salariés qui luttent contre la précarité de leur situation. A l'échelle locale, si le

consensus est la règle, l'incompétence de la plus part des élus est abyssale et le débat citoyen reste inexistant. Les enjeux sont plus que méconnus : ignorés.

Il ne suffira pas de « tenir des points », il faudra les unir. Et si nous commençons par les fins, cela saute aux yeux, dans une société libérée du culte de la marchandise et de toutes les formes de dominations, l'art et le savoir seront au cœur de nos vies. Nous aurons du temps pour la rencontre, le partage et la poésie. Le combat culturel ne doit pas être le combat du « secteur culturel » mais celui de toute la société. C'est un espace à libérer à la fois de la marchandisation de l'ima-

ginaire mais aussi de la domination de classe qui en fait bien souvent une enclave sociale. Il ne suffit pas de plaider, comme nous y invite fort justement Alain Hayot dans *l'Humanité*, pour la liberté de création et la démocratie culturelle. Il faut bâtir dans le réel des hypothèses de transformation. Un programme ne suffit pas, il nous faut un mouvement culturel large qui se réunisse, accepte le débat et la contradiction, tire des bi-

lans, décide enfin de commencer par les fins. Évidemment, il est plus facile d'écrire un programme que de faire entrer une MJC dans un conseil d'administration de Scène nationale. Il est plus valorisant d'écrire une chronique (même dans *Cerises...*) que de lutter contre la main mise des sociétés de production sur les programmations de la salle de concert locale. Cette lutte est pourtant une des lignes de démarcation entre l'humain et la marchandise, un repère dans la société que nous souhaitons construire ensemble.

Il nous reste à trouver du plaisir dans le fait de se cogner à la réalité. Peut-être en trouvant des outils pour partager nos doutes, nos petites victoires et nos grandes colères ? En se sentant plus nombreux à partager ce chemin fragile ?

● **Laurent Eyraud-Chaume**,
comédien, directeur d'un lieu d'art et d'éducation populaire dans les Hautes-Alpes.



© Pascal Coirat, transmis par L. Eyraud-Chaume

La FASE demande à ses partenaires du Front de gauche de respecter leurs engagements

Cerises publie de larges extraits du courrier adressé aux composantes du Front de gauche par le Collectif d'animation national de la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE) le week-end dernier.

Impulser une dynamique populaire de changement suppose que l'éventail le plus large et le plus diversifié de citoyens puisse se reconnaître dans le Front de gauche. C'est pourquoi nous avons décidé d'y participer en apportant une ouverture supplémentaire sur la société, même si actuellement, il reste à nos yeux, grandement améliorable.

Nous vous avons proposé des modifications, des enrichissements du programme partagé. Vous nous avez affirmé qu'il était difficile de le modifier avant sa parution mais que les assemblées populaires pourraient contribuer à sa réécriture.

Il serait peut être temps de donner le pouvoir au peuple en la matière. C'est-à-dire tout faire pour que se développent des assemblées citoyennes dans les villes, les quartiers, les universités, les entreprises. Des assemblées ouvertes à tous les citoyens qui y trouveront un espace leur permettant de transformer leur indignation en actions concrètes, pas simplement pour chasser Sarkozy, mais pour changer de société.

Nous constatons que, là où ces assemblées existent et travaillent, des dynamiques se développent et qu'il y a volonté de les pérenniser.

Par contre, dans trop de départements, nous nous heurtons, de la part de responsables du Front de gauche, au refus de créer de telles assemblées. Dans trop d'endroits, il y a confusion entre assemblées populaires et comité de campagne

pour soutenir un(e) candidat(e). Parfois même, une réunion entre les composantes du Front de gauche est impossible.

Ces attitudes pénalisent gravement les capacités de rassemblement du Front de gauche dans son ensemble. Il est urgent de les changer car elles participent de tout ce qui fait échouer la gauche et décrédibilise l'action politique.

Dans des départements, des candidatures aux législatives sont discutées et nous avons présenté une liste de 23 candidats. Sur 577 circonscriptions, 23 candidats issus du mouvement social représentants de notre sensibilité, cela ne nous semble pas une demande irréaliste.

Les candidats doivent être représentatifs de la diversité de ceux qui constituent le Front de gauche, nous devons entamer une révolution sur leur mode de désignation. Nous n'allons pas nous répéter longuement.

Mais hélas, aujourd'hui, tous les arguments sont bons pour refuser la diversité ou la limiter.

(...) Nous avons donc décidé de vous envoyer ce courrier, pas seulement pour vous dire qu'il ne nous est pas possible de considérer que nous avons, pour le moment du moins, les bases d'un accord national entre nous sur les législatives.

Par contre, nous considérons qu'il est évident qu'un accord national a été conclu pour participer à la campagne du

Front de gauche pour les présidentielles et que nous nous y engageons pleinement, même là où certains responsables de vos organisations refusent toute initiative ou sont exclusivement préoccupés par les législatives.

Pour ce qui concerne les législatives, nous sommes également décidés à aboutir à un accord national. Bien évidemment, là où des candidatures font accord, il n'y a pas de raison que les candidats ne soient pas présentés. Mais nous ne donnerons notre logo que cas par cas tant qu'il n'y pas d'accord national.

Il est donc indispensable de se donner plusieurs semaines supplémentaires pour poursuivre les discussions.

(...) Enfin, d'autres forces pourraient participer au Front de gauche ou à ses côtés et élargir la dynamique de rassemblement. Il est pour nous urgent que nous rencontrions les Alternatifs et Gauche anticapitaliste, car la situation définitive des candidatures ne peut être définie sans ces rencontres. Il faut également donner une réponse au M'PEP.

Nous sommes donc décidés à faire vivre ce front de gauche et à poursuivre son évolution, même si une partie des membres du Front de gauche ne fait rien ou pas grand-chose pour aller dans ce sens. Parce que nous sommes persuadés que c'est la volonté de ceux qui déjà s'engagent pour une réelle alternative et nombre d'assemblées populaires en témoignent.

Le doigt dans le clafoutis**Primaires à droite**

À l'UMP, les enfants-loups sont de sortie. Décomplexés par Nicolas Sarkozy, Claude Guéant, Brice Hortefeux... et la Droite populaire, encouragés par des chroniqueurs médiatiques comme Eric Zemmour, certains louveteaux ne se retiennent plus.

Alors qu'une dizaine de militants de Greenpeace s'étaient introduits lundi 5 décembre 2011 dans deux centrales nucléaires, en vue de prouver la vulnérabilité du parc atomique civil du pays, Maxime Buizard, comme «*Porte-parole des @JeunesPop45*» et «*Délégué jeune de la cinquième circonscription du Loiret #UMP*», écrivait sur Twitter : «*La gendarmerie aurait dû abattre les terroristes de #greenpeace! Ils ne méritent pas de traitements particuliers...* »

Après la banalisation des propos de bas-fonds, racistes ou xénophobes, voici donc venu le temps de l'incitation au meurtre. Quand le pouvoir actuel criminalise les actions de syndicalistes, d'élus ou de militants associatifs, un tel Tweet n'a rien d'accidentel. La guerre menée depuis des années par le pouvoir contre toute action alternative au modèle actuel est devenue criminogène. Quant à l'UMP Maxime Buizard, connaît-il les terroristes de l'Affiche rouge ? Car son message

n'est pas autre chose qu'une Affiche verte électronique. Ce garçon est toujours militant UMP. À chacun ses primaires...

Outre-Manche, les réactionnaires ont pignon sur rues, routes et autoroutes. Ainsi, Jeremy Clarkson, présentateur en vue de la BBC, dans son émission *Top Gear*, consacrée aux nouvelles voitures. Fin 2008, parlant des routiers, il conseille : «*Changer la vitesse, regarder dans le rétroviseur et assassiner une prostituée.* »

Et déclare, à propos des 2 millions de grévistes de la journée d'actions du 30 novembre 2011 – la plus grande depuis 30 ans – dans le secteur public en Angleterre : «*Franchement, je les ferais tous fusiller ! Je les ferais sortir et exécuter devant leurs familles. Comment osent-ils se mettre en grève alors qu'ils ont obtenu des retraites dorées qui vont être garanties tandis que la plupart d'entre nous devons travailler pour gagner notre vie.* »

«*Une bêtise* », a estimé son ami David Cameron, 1^{er} ministre anglais.

● **Philippe Stierlin**

**L'image de la semaine**

© Sébastien Marchal,
transmis par L. Eyraud-Chaume

COCKTAIL

* **Tracer des perspectives d'avenir.** Alain Badiou- Philosophe et Pierre Zarka – ACU, Essayiste,

le 13 décembre 2011, 19H30 à Saint-Denis (93)



Le philosophe Alain Badiou (auteur notamment de *L'hypothèse Communiste*) et le Communiste unitaire Pierre Zarka (auteur notamment de *Oser la vraie rupture*) travaillent chacun à leur manière sur **une (re?)définition de l'idée communiste et son actualité.**

En cette période de crise aigüe nous avons besoin de prendre le temps nécessaire à la réflexion. Un peu de recul vis à vis des tumultes préélectorales ne peuvent qu'aider à tracer des perspectives d'avenir : le communisme est-il un projet toujours valide? En quoi?

Quels enseignements tirés du passé pour en faire une force propulsive?

*L'Association des communistes unitaires et la Fédération pour une alternative sociale et écologique de Saint-Denis vous proposent de venir réfléchir avec eux sur **l'apport du communisme à cette quête de perspective.***

Entrée libre.

Inscription souhaitée aux contacts suivants : acu.saintdenis@gmail.com ou fase2saintdenis@numericable.fr

*Salle Ligne 13, place de la Résistance
Métro L13 : Porte de Paris



11 organisations de jeunesse s'engagent pour Salah Hamouri, dans un courrier au Président de la République : CGT-Jeunes - GU jeunes (Gauche Unitaire)- GUPS (Union Générale des Étudiants de Palestine) - Jeunes Ecologistes - JOC (Jeunesse Ouvrière Chrétienne)- MJCF (Mouvement Jeunes Communistes de France) - MJS (Mouvement Jeunes Socialistes)- Réseaux jeunes du PG (Parti de Gauche)- UEC (Union des Etudiants Communistes) - UNEF (Union Nationale des Etudiants de France)-UNL (Union Nationale Lycéenne)... La palette des élus et représentants d'organisations politiques et associations (50) s'investissant pour la libération de Salah s'élargit elle aussi. Voir sur www.salah-hamouri.fr

Plus que quelques jours pour boucler le budget !

La dette, l'arnaque du siècle

Bientôt sur tous les sites, les blogs, les pages perso, en introduction de vos débats....

La crise de la dette imposera l'austérité.



De nombreux sociologues, philosophes, militants, économistes de l'Autre gauche ont de meilleures idées!

Pour faire entendre ces voix, **le mensuel Regards réalise un documentaire : la dette, l'arnaque du siècle.**

Michel Husson, économiste atterré, **Aurélie Trouvé**, présidente d'Attac, **Jacques Généreux**, économiste, **Gus Massiah** et **Christophe Aguiton** personnalités du mouvement altermondialiste, **Étienne Balibar**, philosophe... font partager leurs analyses et propositions.

Pour faire aboutir ce projet, des moyens financiers inhabituels sont nécessaires.

Une souscription citoyenne est lancée. Chacun peut participer en fonction de ses moyens en cliquant sur ce lien : <http://www.kisskissbankbank.com/projects/la-dette-l-arnaque-du-siecle>

Cerises est édité
par les Communistes unitaires
Noyau de *Cerises*: Gilles Alfonsi
Gilles Boitte, Michèle Kiintz
Roger Martelli, Philippe Stierlin
Catherine Tricot, Zarz
contact.cerises@gmail.com
www.cerisesenligne.fr

Lire et faire lire *Cerises*



Indiquez votre ville, département et l'adresse électronique à laquelle vous voulez recevoir *Cerises* à contact.cerises@gmail.com